

13 avril 2017

Les associations biologiques canadiennes rencontrent le Ministre MacAulay

Le secteur biologique fait face à de nombreux défis: le Règlement sur la salubrité des aliments au Canada, le financement des travaux de révision de la Norme biologique canadienne et le maintien des activités du Bureau Bio-Canada pour servir les opérateurs biologiques canadiens ont été discutés à la rencontre tenue le 11 avril dernier avec le Ministre Lawrence MacAulay, Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Tia Loftsgard (COTA), Wally Hamm (Pro-Cert), Nicole Boudreau (FBC), Ashley St-Hilaire (COG) et Paddy Doherty (TRCVPB).

La présentation de la FBC au sujet du maintien de la Norme biologique canadienne est présentée plus bas.



Tia Loftsgard (COTA), Wally Hamm (Pro-Cert), Nicole Boudreau (FBC), Minister MacAulay, Ashley St-Hilaire (COG), Paddy Doherty (TRCVPB)

REQUÊTE AUPRÈS DU MINISTRE LAWRENCE MACAULAY

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Gouvernement du Canada

OBJECTIF

Tel que souligné dans le Budget2017, le Canada planifie d'augmenter son investissement en agriculture et ressources propres; en effet, le Budget affiche une préoccupation évidente pour la qualité de l'air et de l'eau, puisque « l'accent sera mis sur les priorités émergentes, comme les changements climatiques et la conservation du sol et de l'eau » (Budget 2017, p. 122).

Le but de notre présentation est d'informer le Ministre d'un enjeu qui menace l'industrie biologique du Canada : le manque de financement pour les travaux de révision de la Norme biologique canadienne qui est le pilier de la production et du commerce des produits biologiques canadiens, tout en étant un outil essentiel pour la conservation de l'environnement et de la nature de notre pays.

CONTEXTE

- La Norme biologique canadienne (NBC) qui définit les systèmes de production biologique au Canada doit être révisée tous les cinq ans. La révision aux cinq ans est une exigence ISO internationale qui garantit la validité de notre norme, laquelle est la propriété de l'Office des normes générales du Canada.
- La NBC est référencée par le système réglementaire canadien. Un système de certification a été mis en place pour guider les consommateurs locaux et internationaux qui recherchent des produits biologiques canadiens.
- Par le processus de révision et de maintien de la NBC, le Canada peut établir des ententes d'équivalence avec ses partenaires des marchés internationaux et exporter ses produits biologiques certifiés partout dans le monde, y incluant l'Asie, « où trois milliards de personnes devraient venir grossir les rangs de la classe moyenne au cours des vingt prochaines années, la demande se transforme, car les clients exigent plus d'aliments de grande qualité et plus de protéines » (Budget 2017, p. 107).
- La NBC définit les pratiques de gestion qui visent à protéger la biodiversité ainsi que la qualité du sol et de l'eau. Or, le Budget 2017 nous indique que le Canada veut devenir un leader de la protection de la biodiversité. « Partout dans le monde, la biodiversité – qui englobe toute la variété des formes de vie des différents écosystèmes – est en déclin, ce qui menace toute la vie sur la planète. En réponse, les pays du monde atteignent ou dépassent leurs objectifs de conservation mondiaux »; et le Canada veut joindre ce mouvement (Budget 2017, p. 141).

NOTRE DEMANDE

La Norme biologique canadienne promeut la préservation du sol et de l'eau, soutient la biodiversité et offre des pratiques durables pour la production d'aliments de qualité pour les Canadiens et les marchés internationaux. La NBC répond clairement aux objectifs environnementaux du gouvernement canadien.

Les prochains travaux de révision de la NBC doivent être complétés en 2020.

À la différence de nos partenaires commerciaux (les États-Unis et l'Union européenne), notre gouvernement ne possède aucun programme de financement pour soutenir les futurs travaux de révision de la norme.

La USDA investit annuellement 500,000 \$ pour le maintien de la norme biologique américaine sous le National Organic Program. Au Canada, c'est l'industrie qui, en théorie, doit financer le maintien de la NBC, dont le coût est principalement payable à l'Office des normes générales du Canada, une agence gouvernementale spécialisée en processus de normalisation.

Le coût du maintien de la NBC inclut également des consultations auprès de l'industrie et de la recherche pour déterminer l'impact environnemental des diverses pratiques agricoles proposées pour moderniser l'agriculture biologique.

Le monde des affaires biologiques est insatisfait de l'absence de soutien de notre gouvernement : les opérateurs biologiques canadiens se demandent pourquoi ils devraient financer une norme qui promeut la biodiversité, la préservation du sol et de l'eau, en plus de payer les frais de certification qu'ils assument pour apposer le label biologique sur les produits 'propres' que les consommateurs demandent.

Nous prions notre gouvernement de soutenir les travaux de révision de la NBC et d'aider à maintenir un système agroalimentaire écologique, en conformité avec les objectifs présentés dans le Budget 2017.

Contact: Nicole Boudreau
Organic Federation of Canada
www.organicfederation.ca
info@organicfederation.ca
514-488-6192